



**HAL**  
open science

## Les Albanais des États-Unis face aux conflits balkaniques des années 1990 :

Nadège Ragaru, Amilda Dymi

### ► To cite this version:

Nadège Ragaru, Amilda Dymi. Les Albanais des États-Unis face aux conflits balkaniques des années 1990 :: Recompositions identitaires et passage au politique. *European Journal of Turkish Studies. Social Sciences on Contemporary Turkey*, 2003, 7 (1), pp.87 - 109. hal-03458670

**HAL Id: hal-03458670**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03458670>**

Submitted on 30 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## LES ALBANAIS DES ÉTATS-UNIS FACE AUX CONFLITS BALKANIQUES DES ANNÉES 1990 : RECOMPOSITIONS IDENTITAIRES ET PASSAGE AU POLITIQUE<sup>1</sup>

Nadège Ragaru et Amilda Dymi\*

C'est au moment de l'intervention de l'OTAN au Kosovo, au printemps 1999, que la communauté albanéo-américaine fut propulsée sur le devant de la scène médiatique aux États-Unis. L'administration Clinton avait promis d'accueillir 20 000 réfugiés expulsés du Kosovo par les forces yougoslaves. Au fur et à mesure qu'ils arrivaient sur le sol américain, les récits de réunions familiales et de solidarité communautaire se multiplièrent dans la presse. En parallèle, à Washington, des rassemblements et manifestations étaient initiés par des organisations albanéo-américaines en vue d'influencer la gestion de la crise kosovare par les États-Unis. Jusqu'alors, la communauté albanaise, forte de 200 000 à 400 000 membres<sup>2</sup>, était restée peu connue du grand public. L'élan de curiosité n'en fut que plus vif ; mais il retomba sitôt le conflit achevé. Aujourd'hui encore, en dépit de l'existence d'une très abondante littérature, aux États-Unis, sur les "communautés transnationales", les "transmigrants" et

\* Chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS, Paris) et rédacteur en chef de la *Revue internationale et stratégique*. Amilda Dymi est journaliste pour Thomson Media, à New York.

<sup>1</sup> L'auteur souhaite remercier Mirjana Morokvasic pour sa lecture attentive d'une version préliminaire de ce texte et Nathalie Clayer pour ses remarques et suggestions, singulièrement concernant l'histoire des migrations albanaises aux États-Unis.

<sup>2</sup> Le nombre des citoyens américains d'origine albanaise est difficile à établir dans la mesure où certains migrants sont entrés aux États-Unis avec des passeports yougoslaves ou turcs, d'autres de façon illégale, d'autres encore (en particulier au début du siècle) ont été comptabilisés comme grecs. Fron Nazi avance une estimation entre 250 000 et 500 000. Les résultats d'une enquête sur les origines ethniques des Américains conduite en marge du recensement de 2000 sont plus conservateurs (environ 107 300) ; mais il conviendrait sans doute d'y ajouter une partie des 288 347 personnes d'ascendance "yougoslave" (le questionnaire ne proposait pas de rubrique "kosovar"). Voir **Nazi (Fron)**, "Balkan Diaspora 1 : The Albanian American Community", in Buckley (William J.), ed., *Kosovo. Contending Voices on Balkan Interventions*, Grand Rapids / Cambridge : Eerdmans Publishing Company, 2000, pp. 132-136.

les diasporas, rares sont les recherches permettant d'éclairer la trajectoire des Albanais installés en Amérique du nord, les conditions de formation d'une communauté diasporique<sup>3</sup>, les processus identitaires en son sein ou encore ses formes de mobilisation sociale et politique dans la vie publique américaine<sup>4</sup>.

En langue française, les quelques études disponibles présentent un caractère essentiellement journalistique ou polémiste : les diasporas albanaises y sont interrogées à travers leur contribution supposée au développement du crime organisé ou/et au soutien à l'Armée de libération du Kosovo (UÇK, *Ushtria Çlirimtare e Kosovës*)<sup>5</sup>. Plus généralement la tendance semble avoir été grande, dans les années 1990, à voir dans les communautés diasporiques issues des Balkans un facteur belligène<sup>6</sup>, porteur de "radicalisation ethno-nationaliste" : dans un contexte de distance géographique, temporelle et symbolique par rapport à la patrie d'origine, la réappropriation de l'identité nationale serait d'autant plus radicale que cette dernière a été à demi-oubliée par les représentants des deuxièmes ou troisièmes générations<sup>7</sup>. Si certains auteurs ont regardé le "nationalisme à distance" (*long distance nationalism*) avec plus d'indulgence - en en faisant une ressource au service de projets politiques et so-

<sup>3</sup> L'usage de la notion de "diaspora" pour désigner une variété de communautés migrantes par-delà l'expérience juive ou arménienne reste controversé. De notre point de vue, les communautés albanaises des États-Unis remplissent les conditions posées par Marcel Bazin - en nuancant les critères définis par Sylvie Chédemail - pour pouvoir parler de "diaspora", à savoir une dispersion pour partie forcée, pour partie liée à des contraintes socio-économiques, en direction d'une pluralité de pays d'accueil, débouchant sur la constitution de communautés qui s'intègrent dans les sociétés hôtes sans s'assimiler totalement et continuent à entretenir entre elles comme avec leur lieu d'origine des rapports privilégiés. Voir **Bazin (Marcel)**, "Méditerranée orientale et monde turco-iranien : une aire productrice de diasporas ?", *CEMOTI*, (30), juillet-décembre 2000, sp. pp. 15-22.

<sup>4</sup> Parmi les rares publications consacrées à la diaspora albanaise aux États-Unis, voir **Federal Writers' Project of the Works Progress Administration of Massachusetts**, *The Albanian Struggle in Old War and in New*, Boston : The Writer Inc., 1939 ; **Demo (Constantine)**, *Albanians in America : The First Arrivals*, Boston : Fatbardhësia of Katundi, 1960 ; **Rocek (Joe)**, *One America*, 1954 ; **Tochka (Robert)**, *The Development of the Boston Albanian Community, 1900-1920* (manuscrit) ; **Piotrowski (Thaddeus)**, *The Albanian Community of Manchester*, New Heaven, 1977 ; **Myers (Nick)**, *Belmont Hills and the Albanese Immigrant*, Philadelphia, 1988 ; **Nagi (Dennis)**, *Albanian-American Odyssey. A Pilot Study of the Albanian Community of Boston, Massachusetts* : AMS Press, 1988 ; **Trix (Frances)**, *Albanians in Michigan*, Michigan : Michigan University Press, 2001.

<sup>5</sup> Dans son ouvrage sur *La mafia albanaise, une nouvelle menace pour l'Europe*, Xavier Raufer suggère ainsi l'existence de collusions entre mafia albanaise, mafia italienne et un lobby politique albanais-américain jugé comptable de l'intervention américaine au Kosovo. Voir **Raufer (Xavier)** (avec Stéphane Queré), *La mafia albanaise. Une menace pour l'Europe. Comment est née cette superpuissance criminelle balkanique?* Lausanne : Ed. Favre, 2000, sp. pp. 101-104.

<sup>6</sup> La remarque s'applique même aux travaux - pourtant généralement très stimulants - de Benedict Anderson, l'un des premiers auteurs à avoir analysé le "nationalisme à distance" (*long distance nationalism*). Voir **Anderson (Benedict)**, "Exodus", *Critical Inquiry*, (20), hiver 1994, pp. 314-327 et surtout sa préface à l'édition française d'*Imagined Communities* : **Anderson (Benedict)**, *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La découverte, 1996, p. 11.

<sup>7</sup> Sur les Croates au Canada, voir **Winland (Daphen)**, "We are Now an "Actual Nation" : The Impact of National Independence on the Croatian Diaspora in Canada", *Diaspora. A Journal of Transnational*

ciaux variés - le postulat selon lequel les réseaux transnationaux élaborés par les communautés migrantes serviraient des projets prioritairement nationalistes n'a pas été remis en cause<sup>8</sup>.

Dans ce contexte, la trajectoire des Albanais des États-Unis peut fournir un cas d'étude intéressant. L'arrivée aux États-Unis, principalement à partir des années 1970, de nouvelles vagues de migrants kosovars entretenant des liens très forts avec leur terre d'origine, la détérioration de la situation au Kosovo (qui précède l'éclatement de la Yougoslavie en 1991) et la sortie de l'autarcie de l'Albanie (à partir de 1990-1991) ont en effet impulsé, au sein des communautés albanaises des États-Unis, une réflexion sur l'identité nationale et sur les rapports complexes entre État d'accueil et terre d'origine. Quelles recompositions identitaires a-t-on dès lors pu observer ? De quelle façon les "questions albanaises" ont-elles été formulées par les Albano-américains et quels ont été les passages au politique induits ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles le présent article va s'efforcer de répondre. Une attention toute particulière sera accordée à l'émergence de la diaspora albanaise comme protagoniste dans le jeu politique et décisionnel américain au moment de la crise au Kosovo, en 1998-1999.

## LA COMMUNAUTÉ ALBANO-AMÉRICAINNE : HISTOIRE D'UNE ÉMERGENCE

Cinq phases peuvent être grossièrement distinguées dans l'histoire des migrations albanaises aux États-Unis. Chaque vague présente des traits spécifiques qui tiennent au profil des migrants (appartenance géographique, sociale, confessionnelle), aux zones d'installation en Amérique et au mode d'adaptation à l'environnement culturel et social.

Les origines de l'émigration albanaise aux États-Unis remontent à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. À cette époque, des hommes jeunes, peu éduqués, de milieu

*Studies*, 1995. Le cas des Croato-Américains est analysé dans **Duric (Ivana)**, "The Croatian Diaspora in North America : Identity, Ethnic Solidarity and the Formation of a "Transnational National Community" ", *Spaces of Identity*, 1 (3), 2001. Pour la trajectoire serbe, voir **Simic (Andrej), Halpern (Joel)**, "Serbs", in Levinson (David), Ember (Melvin), eds., *American Immigrant Cultures. Builders of a Nation*, New York, 1997, vol. 2, et **Back (Birgit)**, "Imagining the Future in the Light of a Violent Past: Serbian Exiles in the US Envision Global Political Futures", 7<sup>th</sup> ASN Conference, 11-13 avril 2002 (manuscrit).

<sup>8</sup> On songe ici en particulier à l'ouvrage de Nina Glick Schiller et Georges Eugene Fouron – très méticuleux dans sa description des solidarités familiales au sein des communautés migrantes, mais qui parfois opère un glissement – et partant confond – projet nationaliste et réflexion sur ce que l'on pourrait appeler en français le bien commun, l'intérêt général ou des projets de société. Voir **Schiller (Nina Glick), Fouron (Georges Eugene)**, *Georges Woke up Laughing. Long-Distance Nationalism and the Search for Home*, Durham / Londres : Duke University Press, 2001, sp. chap. 10.

rural et de confession orthodoxe, attirés par les perspectives d'emploi dans les industries de la Nouvelle Angleterre (fabriques de chaussures, peausserie, filature, bois, ...), la restauration ou l'hôtellerie s'installent dans la région de Boston. La plupart d'entre eux sont originaires du sud de l'Albanie - de Korça et de ses environs principalement. Ils pensent rentrer dans leur pays, après avoir économisé de quoi assurer la survie de leur famille<sup>9</sup>. En 1907, on estime que 700 Albanais vivent à Boston, 400 à Worcester et Southbridge, et 200 à Natick. Un an plus tard, l'hebdomadaire albanais-américain, *Kombi* (La nation) parle, lui, de 5 000 Albanais<sup>10</sup>.

Comme pour d'autres Européens ayant vécu dans un cadre impérial – Polonais, Lituanais, Slovaques, Croates ou Slovènes... – l'expérience de la rupture avec la terre d'origine va jouer un rôle crucial dans le développement d'une conscience nationale albanaise et d'un mouvement revendiquant l'autodétermination<sup>11</sup>. Au sein de l'Empire ottoman, la faiblesse de l'élite urbaine éduquée et l'extrême diversité socioéconomique et socioculturelle des populations albanophones avaient entravé l'émergence d'un sentiment national<sup>12</sup>. Et si les premiers immigrants albanais aux États-Unis n'ont qu'une connaissance limitée de l'albanais littéraire, une minorité va, depuis la diaspora, formuler et mûrir un projet stato-national. C'est ainsi à Boston que le premier hebdomadaire en langue albanaise, *Kombi*, est fondé en 1906 par Sotir Peci, un diplômé de l'université d'Athènes, fervent partisan d'une diffusion de la langue écrite albanaise. C'est aussi en Amérique qu'est créée la première Église orthodoxe albanaise autocéphale en 1908<sup>13</sup>, à l'initiative de Fan Noli, un Albanais de Qytezë (Thrace orientale) installé à Boston en 1906, ordonné prêtre deux ans plus tard et futur diplômé de Harvard<sup>14</sup>.

Les années 1920 marquent la première inflexion dans le caractère de l'immigration albanaise aux États-Unis. Au moment de l'indépendance en 1912,

<sup>9</sup> Nagi (Dennis), *op. cit.*, pp. 32-33.

<sup>10</sup> Chiffres cités dans *ibid.*, p. 35. L'estimation du nombre des Albanais installés aux États-Unis est rendue délicate par le fait que les Albanais de confession orthodoxe étaient souvent enregistrés comme "Grecs" par les autorités américaines et les musulmans comme "Turcs".

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>12</sup> Sur la genèse du nationalisme albanaise, voir notamment l'excellent ouvrage de Clayer (Nathalie), *Religion et nation chez les Albanais XIX-XXème siècle*, Istanbul : Les éditions ISI, 2003.

<sup>13</sup> À cette époque, aucune Église de ce type n'existait dans les aires albanophones de l'Empire ottoman. En 1912, une réunion du Congrès orthodoxe à Berat (Albanie) a proclamé unilatéralement le statut autonome de l'Église orthodoxe albanaise, entraînant le départ de la plupart des évêques grecs. Une tentative de compromis avec le Patriarcat de Constantinople a été rejetée par les autorités albanaises en 1926. Trois ans plus tard, un nouveau Synode albanaise se prononçait en faveur de l'autocéphalie. Celle-ci ne fut cependant concédée qu'en 1937 par Constantinople.

<sup>14</sup> Après une tentative infructueuse pour influencer le cours des développements politiques en Albanie au moment de l'éphémère "révolution démocratique de juin" 1924, Fan Noli rentre aux États-Unis où il se consacrera au développement de l'archevêché orthodoxe albanaise jusqu'à son décès en 1965.

certains émigrés étaient rentrés plein d'espoir en Albanie. Confrontés à des difficultés économiques, ils reprennent le chemin de l'exil ; mais, cette fois-ci, par familles, voire par villages entiers. L'option du retour étant désormais exclue, la qualité de l'intégration dans la société américaine devient un enjeu. Alors qu'avant 1920, seuls 6 % des immigrants avaient prêté le serment de la citoyenneté américaine, en 1930 ils sont 28 %. Conjointement, les organisations albanaises jusqu'alors impliquées dans la lutte pour l'indépendance de l'Albanie se tournent désormais vers des questions caritatives, culturelles et éducatives. Signe des temps, en 1921 la Fédération pan-albanaise américaine *Vatra*, créée à Boston en avril 1912 par Fan Noli et Faik Konica et qui s'était illustrée dans la défense de la cause nationale, crée une bourse d'études pour faciliter l'accès des jeunes Albanais à l'enseignement supérieur aux États-Unis. Plusieurs autres organisations communautaires lui emboîtent le pas, à l'instar de l'Union des femmes albanaises<sup>15</sup>.

Après l'arrivée au pouvoir d'un régime communiste dirigé par Enver Hoxha, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Albanie choisit l'autarcie. Une page est tournée : dorénavant, les flux migratoires albanais viendront pour l'essentiel de Yougoslavie (Kosovo, Monténégro, Macédoine). Dans les années 1950, un petit groupe d'Albanais d'Albanie parvient cependant à trouver refuge aux États-Unis après avoir séjourné un temps dans un pays de transit, souvent l'Italie<sup>16</sup>. Parmi eux figurent des représentants des principaux partis anti-communistes, *Partia e Legaliteti* (Parti de la légalité), *Balli Kombëtar* (Front national) et *Bloku Kombëtar* (Bloc national). Mais le centre de gravité de l'émigration albanaise s'est déplacé. Suite à la rupture entre l'Albanie et la Yougoslavie de Tito en 1948, le Kosovo est considéré avec méfiance par les autorités yougoslaves, qui y voient une potentielle "cinquième colonne" au service d'E. Hoxha ; elle fait l'objet d'un contrôle sévère jusqu'au renvoi du chef de la police secrète et ministre de l'Intérieur, Aleksandar Ranković, en 1966. En dépit d'une situation politique moins tendue à partir de la seconde moitié des années 1960, le nombre des départs s'accélère, car les efforts d'industrialisation peinent à se traduire en amélioration du niveau de vie dans une province pauvre, au dynamisme démographique important. L'établissement d'une univer-

<sup>15</sup>Après le tremblement de terre de 1928, l'Union des femmes albanaise a aussi financé une partie de la reconstruction de la ville de Korça.

<sup>16</sup>Plusieurs centaines – voire quelques milliers ? – d'habitants du nord de l'Albanie en particulier seraient parvenus à émigrer à la fin des années 1940. Ils auraient trouvé refuge, pour certains au Monténégro, pour d'autres dans des camps de réfugiés en Croatie, à Gerovo notamment, avant de prendre le chemin de l'Italie, où des camps avaient été ouverts au lendemain de l'adoption de la convention de Genève (1951) par l'UNHCR. Une partie d'entre eux a par la suite rejoint les États-Unis. Des populations albanophones de Grèce – accusées, par les autorités grecque, de collaboration avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale – se sont également installées dans la région de Boston, aux États-Unis. On ne dispose cependant pas de données précises sur leur nombre. L'auteur remercie Kolë Gjelošhaj pour ses informations sur les migrations depuis l'Albanie communiste.

sité à Priština en 1970 forme une génération de diplômés qui ne trouvent pas de débouchés professionnels correspondant à leurs qualifications dans leur province. Dans ces conditions, la politique des "frontières ouvertes" adoptée par Tito après 1960 va fournir un cadre aux migrations albanaises en direction de la Suisse et de l'Allemagne, mais aussi des États-Unis (parfois après un détour par un pays européen – l'Italie, pour une partie des Albanais du Monténégro<sup>17</sup> ; la Turquie, pour certains Albanais du Kosovo et de Macédoine).

La répression brutale des manifestations étudiantes de 1981 inaugure une nouvelle phase. Aux considérations économiques se mêlent une fois de plus les effets des tensions politiques. Allemagne, Suisse, Belgique, États-Unis et Canada voient arriver un nombre grandissant d'Albanais fuyant le Kosovo. La tendance s'accroît en mars 1989, avec la suppression du statut d'autonomie du Kosovo à l'initiative du leader du parti communiste serbe, Slobodan Milošević. Avec la chute du communisme, on assiste cependant à une nouvelle diversification des flux migratoires albanais : le désastre social et politique laissé par Enver Hoxha et son successeur, Ramiz Alia, confère à l'Albanie un potentiel migratoire inattendu. En l'espace d'une dizaine d'années, environ 15 % de la population part à l'étranger rechercher une vie meilleure. Les destinations privilégiées sont la Grèce et l'Italie ; mais les États-Unis apparaissent aussi comme un choix attractif en raison d'une politique d'immigration relativement ouverte et d'un marché de l'emploi flexible<sup>18</sup> : en 1999, le ministère du Travail et des Affaires sociales albanais estimait ainsi à 12 000 le nombre d'Albanais partis aux États-Unis (12 000 en Allemagne et 5 000 au Canada)<sup>19</sup>.

Aux États-Unis même, un changement s'est amorcé à partir des années 1970 : jusqu'alors, c'est la région de Boston qui avait drainé la majorité des Albanais<sup>20</sup>. De petites communautés étaient également apparues dans le Michigan et en Pennsylvanie. À cette date, la ville et l'État de New York – suivis par Detroit et Chicago – prennent le relais pour devenir les principaux pôles d'attraction des migrants albanais. La communauté albano-américaine du Massachusetts, la plus ancienne, n'est plus en mesure de jouer ce rôle, elle qui connaît depuis plusieurs décennies un lent processus d'assimilation à la so-

<sup>17</sup> Environ 10 000 Albanais originaires de cette province de Yougoslavie auraient ainsi transité par l'Italie entre 1966 et 1971, en bénéficiant de l'aide de prêtres catholiques. Estimations fournies par Kolë Gjelošhaj.

<sup>18</sup> Sur la gestion américaine des migrations, se reporter à **Daniel (Dominique)**, " La politique de l'immigration aux États-Unis ", *Revue internationale et stratégique*, (50), été 2003.

<sup>19</sup> 19 % des 703 migrants interviewés lors d'un sondage sur les migrations commandité par l'Union européenne ont choisi les États-Unis pour destination souhaitée, contre 56 % pour la Grèce et 29,9 % pour l'Italie. Cité dans **Barjaba (Kosta)**, *Integration Pauses. Youth under the Focus of Sociology*, Tirana : Europa, 1995.

<sup>20</sup> Selon le site Internet Boston Family History, en 1999 il y avait 35 000 Albanais dans Boston et ses environs, dont 1 000 Kosovars. Voir : [http://www.bostonfamilyhistory.com/ancestors/albanian/alb\\_1950.html](http://www.bostonfamilyhistory.com/ancestors/albanian/alb_1950.html)

ciété américaine sous l'effet de la rupture des liens entre la diaspora et l'État d'Albanie à partir de la seconde moitié des années 1940 et du passage des générations<sup>21</sup>. À la fin des années 1980, seule l'Église orthodoxe continue à y fournir un lieu de sociabilité communautaire influent. Le centre de gravité de la diaspora albanaise se situe désormais à New York<sup>22</sup> et c'est depuis la métropole américaine que les organisations communautaires engagent, dès le début des années 1990, un combat pour la défense des droits albanais au Kosovo<sup>23</sup>.

## LES EFFORTS DE LOBBYING POLITIQUE AVANT 1999 : LA MISE SUR AGENDA DE LA QUESTION DU KOSOVO

Les premières tentatives pour influencer la gestion des "questions albanaises" aux États-Unis datent du début des années 1950 et ont été menées... avec l'aide financière du gouvernement américain. À cette époque, le département d'État avait décidé de soutenir l'organisation *Vatra* ainsi qu'un *Albania Free Committee* appelé à contribuer au renversement du pouvoir Hoxha en Albanie. Mais jamais la communauté n'était parvenue à présenter un front uni. L'absence de lecture unique de l'identité nationale au sein d'une population aux profils sociaux, régionaux, confessionnels et politiques contrastés avait contribué à prévenir le développement d'un mouvement albano-américain influent. Les organisations étaient clivées sur le plan politique (no-

<sup>21</sup> Selon une enquête conduite auprès de 248 foyers albanais à Boston, en 1981 seuls 16,9 % des représentants de la troisième génération d'immigrés albanais parlaient albanais à leur domicile "la plupart du temps", 83,9 % "rarement". Au sein de la deuxième génération, les chiffres étaient respectivement de 25,4 % et de 71,4 %. Les stratégies matrimoniales illustrent également cette distension des liens communautaires : si une grande majorité des premières et deuxièmes générations a choisi une épouse albanaise – respectivement 78,6 % et 58,2 % –, les membres de la troisième génération se marient majoritairement en milieu non-albanais (77,8 %). Ces évolutions sont également liées à des trajectoires de mobilité sociale ascendante : la part des Albanais appartenant à la classe "moyenne-supérieure" est passée de 6,5 % à 28,3 % entre la première et la troisième génération, alors que la proportion d'ouvriers a chuté de 54,8 à 26,1 %. Voir **Nagi (Dennis)**, *op. cit.*, pp. 70-86.

<sup>22</sup> En 1999, les contours de la communauté albanaise des États-Unis étaient les suivants : les Albanais-Américains vivaient principalement dans le nord-est du pays (New York, New Jersey, Connecticut), en Pennsylvanie et dans le Michigan, avec de poches de peuplement autour de Washington D.C., en Virginie, dans le Maryland, en Floride, au Texas et en Californie.

<sup>23</sup> À New York, les Albanais sont surtout concentrés dans le Bronx (entre 25 000 et 80 000 en 1999), ainsi que dans les quartiers plus opulents du nord de l'État. L'essentiel de la communauté albanaise de New York est originaire du Kosovo et du Monténégro et s'est établi après la Seconde Guerre mondiale. C'est dans le Bronx qu'a été créé le bi-hebdomadaire en langue albanaise (et en anglais), *Illyria News*, en 1990 – à l'heure actuelle le plus influent dans la communauté –, tout comme la télévision TV Victoria (entre 1992 et 1996). La représentation de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) pour l'Amérique du Nord y est également basée.



tamment entre pro et anti-communistes) ; elles avaient souvent souffert d'un ancrage trop local – prolongement aux États-Unis des logiques micro-communautaires de la patrie d'origine.

À partir des années 1980, cependant, la logique de la guerre froide commence à passer à l'arrière-plan. En 1981, le mouvement étudiant de Pristina a été réprimé par Belgrade et, peu à peu, c'est autour de la question du Kosovo que la communauté albanéo-américaine se mobilise. Elle bénéficie pour ce faire du soutien des migrants des années 1970 qui, contrairement à leurs prédécesseurs originaires d'Albanie, ont pu garder des liens avec leur famille restée dans les Balkans ou installée en Europe de l'ouest. La première manifestation de cette évolution est l'organisation de rassemblements albanais à Washington en relation avec les événements violents de 1981. C'est à cette occasion que des liens avec des membres du Congrès et des responsables du département d'État sont établis. En 1986, avec le soutien du Représentant démocrate du Michigan, William Broomfield, les représentants de la communauté albanéo-américaine de Chicago parviennent ainsi à convaincre le Département d'État de menacer d'ôter à la Yougoslavie le statut de la nation la plus favorisée pour le cas où Pjeter Ivezaj, un Albanéo-américain de Detroit ayant pris part aux manifestations de Washington en 1981 et emprisonné lors d'une visite en Yougoslavie, ne serait pas libéré<sup>24</sup>.

Toutefois, c'est principalement dans les années 1990 que se mettent en place des organisations communautaires spécialisées dans l'*advocacy*. Trois protagonistes retiennent l'attention : l'*Albanian American Civic League* (AACL), le *National Albanian American Council* (NAAC) et la *Ligue démocratique du Kosovo* (LDK). Seule cette dernière constitue une émanation directe, aux États-Unis, des logiques politiques à l'œuvre au sein des Balkans. La première est le fait d'un Américain d'origine arbëresh, ancien membre du Congrès ; la seconde, de représentants de la diaspora basés aux États-Unis. Sans toujours parvenir à éviter de refléter, sous forme de divisions internes et/ou de rivalités entre organisations, les clivages politiques des aires de peuplement albanophones d'Europe du Sud-Est, ces deux structures s'emploient à garder leur distance par rapport aux jeux politiques locaux. Avec des succès divers, chacune va s'employer, dans les années qui précèdent la crise au Kosovo, à sensibiliser les décideurs américains et l'opinion publique aux développements dans la province sous contrôle serbe.

En janvier 1989, est établie à New York l'*Albanian American Civic League* (AACL, *Liga Qytetare Shqiptaro-Amerikane*). Son initiateur, Joseph DioGuardi<sup>25</sup>,

<sup>24</sup> Cité dans **Nazi (Fron)**, art.cit., p. 134.

<sup>25</sup> Né dans le Bronx en 1940, Joe DioGuardi était comptable, avant d'être élu au Congrès en novembre 1984.

ancien membre républicain du Congrès (1984-1988) est partisan, depuis 1986, d'une opposition à la politique de Slobodan Milošević au Kosovo : en juin 1986<sup>26</sup> et en juillet 1987<sup>27</sup>, il a essayé de faire voter par le Congrès deux résolutions condamnant les violations des droits des Albanais au Kosovo. Contrairement à la plupart des membres de la communauté albano-américaine à cette époque, DioGuardi connaît bien les arcanes du Congrès et du Département d'État. Il sait également que, pour influencer le système décisionnel américain, il convient de contribuer à financer les campagnes électorales des futurs membres du Congrès et créé, à cette fin, dès 1990, un *Albanian American Public Affairs Committee* (AAPAC). Soutenu par les donations d'Albano-américains – notamment kosovars –, il réalise un important travail de lobbying : c'est ainsi lui qui organise, en août 1990, le voyage au Kosovo de sept membres du Congrès, qui sont présentés à Ibrahim Rugova, le leader de la résistance passive albanaise. Certains d'entre eux – à l'instar du sénateur Don Nickles (R-Oklah.) – resteront profondément marqués par ce contact direct avec la province<sup>28</sup>. Bien qu'il n'ait pas été réélu en 1988, J.DioGuardi dispose au Congrès d'amis influents. Peu à peu, un petit noyau dur de représentants et sénateurs se constitue qui prend fait et cause pour les Albanais du Kosovo. Parmi eux figurent le *Senate minority leader*, Robert Dole (R-Kans.), le représentant et président du *House International Relations Committee*, Benjamin Gilman (R-NY), le sénateur Mitch McConnell (R-KY), président de l'influent *Appropriations Subcommittee on Foreign Operations* et du *National Republican Senatorial Committee*, le sénateur Alfonse d'Amato, le représentant Tom Lantos et Eliot Engel, représentant démocrate de New York et coprésident du *Albanian Issues Caucus* <sup>29</sup>.

<sup>26</sup> Voir 99<sup>th</sup> Congress, 2d Session, H. CON. RES. 358, "Condemning the Repression of Ethnic Albanians by the Government of the Socialist Federated Republic of Yugoslavia", sur Internet à l'adresse : [http://acl.com/Congressional/Congressional\\_dir/Congressional\\_2.htm](http://acl.com/Congressional/Congressional_dir/Congressional_2.htm). Pendant ce temps, Robert Dole et Paul Simon entreprenaient des démarches similaires au Sénat avec la résolution CON. RESO 150 "exprimant de l'inquiétude concernant la condition des Albanais vivant dans la République Fédérale Socialiste de Yougoslavie", 18 juin 1986. Voir : [http://aac.com/Congressional/Congressional\\_dir/Congressional\\_6.htm](http://aac.com/Congressional/Congressional_dir/Congressional_6.htm). Aucune de ces deux résolutions n'a été adoptée.

<sup>27</sup> Cinquante cinq membres du Congrès soutinrent le second projet de résolution - H. CON RES. 162 - introduit le 15 juillet 1987. Voir [http://aac.com/Congressional/Congressional\\_dir/Congressional\\_12.htm](http://aac.com/Congressional/Congressional_dir/Congressional_12.htm)

<sup>28</sup> Parmi eux, le sénateur Don Nickles soutint plus tard l'Amendement Nickles-Bentley, voté en octobre 1990, qui exigeait du gouvernement fédéral américain qu'il suspende toute aide économique à la Yougoslavie jusqu'à ce que le secrétariat d'État certifie que le gouvernement yougoslave respectait ses obligations en matière des droits de l'homme. L'amendement introduit à l'initiative de la serbo-américaine Helen Delich Bentley limita la portée du texte à la seule année fiscale 1991 et à 5 millions de dollars d'aide directe. La résolution ne fut toutefois jamais appliquée.

<sup>29</sup> La liste des membres du *Albanian Issues Caucus* dans le 106<sup>e</sup> Congrès est disponible sur Internet à l'adresse : [http://www.frosina.org/advisories/Alb\\_caucus.shtml](http://www.frosina.org/advisories/Alb_caucus.shtml)

Toutefois, les relations entre le leader arbëresh et la communauté albanéo-américaine se détériorent peu de temps après le changement de régime en Albanie. La discorde porte à la fois sur la définition des priorités (faut-il se concentrer sur le seul Kosovo ou œuvrer également en faveur de l'Albanie, voire des Albanais de Macédoine ?), sur les choix politiques en Albanie (des divergences d'opinion existent par exemple quant au rôle du président albanais, Sali Berisha, soutenu par J. DioGuardi mais soupçonné de tendances autoritaires dans une partie de la diaspora), sur la stratégie de défense des droits des Albanais au Kosovo (J. DioGuardi a été parmi les premiers aux États-Unis à douter des chances de succès de la résistance passive). Viennent s'y ajouter des querelles de personnes (DioGuardi étant accusé de vouloir "monopoliser" à son profit la représentation des intérêts de la diaspora et des Albanais des Balkans) et de financement (le bien-fondé des campagnes de *fund raising* pour les membres du Congrès est contesté par certains représentants de la diaspora).

La rupture est consommée en 1995, avec le départ de Sami Repishti, un juriste réputé, originaire de la région de Shkodra en Albanie et la création, officialisée le 1<sup>er</sup> octobre 1996, du *National Albanian American Council* (NAAC, *Këshillin Kombëtar Shqiptaro-Amerikan*), auxquels se rallient des figures éminentes de la communauté albanéo-américaine, tel Harry Bajraktari, le propriétaire du bi-hebdomadaire albanais, *Illyria News*. Cette fois-ci, c'est à Washington que l'organisation est établie<sup>30</sup> – une localisation jugée stratégique pour une organisation qui ambitionne de devenir *le* lobby officiel des Albano-américains aux États-Unis<sup>31</sup>. Le ton, la lecture des questions albanaises et le recrutement divergent d'entrée. Là où J. DioGuardi – sans jamais explicitement se faire le partisan d'une "grande Albanie" – évoque souvent les sept millions d'Albanais injustement divisés par l'histoire<sup>32</sup> et revendique ouverte-

<sup>30</sup> En 2001, NAAC a ouvert deux nouveaux bureaux, dans le Massachusetts – le 24 juillet 2001 – et le Michigan – le 4 octobre 2001.

<sup>31</sup> En 1998, NAAC présentait ses objectifs dans les termes suivants : " NAAC est une organisation communautaire indépendante, à but non lucratif, dédiée à représenter les intérêts et les affaires des Albano-américains, et à encourager une meilleure compréhension des questions albanaises aux États-Unis. NAAC se consacre à fortifier l'amitié entre le peuple des États-Unis et les Albanais qui vivent en Albanie, au Kosovo, en Macédoine, en Serbie, au Monténégro et en Grèce. NAAC cherche à convaincre la Maison Blanche, le Congrès, les experts en politique étrangère, les médias et le peuple américain que les États-Unis peuvent et devraient montrer la voie pour aider à résoudre les problèmes des Albanais et garantir la paix et la stabilité des Balkans. NAAC recherche notamment un soutien politique, économique et militaire à la République de l'Albanie; un soutien à l'autodétermination du peuple du Kosovo ; la pleine participation et représentation des Albanais en Macédoine ; ainsi que le plein respect des droits des Albanais là où ils sont minoritaires. NAAC vise également à favoriser une association des Albano-américains au processus politique des États-Unis ". Sur Internet à l'adresse : <http://www.alb-net.com/about.htm>.

<sup>32</sup> La présentation de l'AAAC sur son site Internet est de ce point de vue éloquent : " Le but de la Ligue civique est de promouvoir les droits de l'Homme et la cause nationale de la *nation divisée de plus de sept millions d'Albanais* qui vivent côte à côte dans les Balkans en Albanie, au Kosovo, en Macédoine occidentale, au sud-est du Monténégro, à Preshevë, Medvegje, Bujanovac (Serbie du sud) et en Chamerie (au nord

ment l'indépendance du Kosovo, NAAC adopte un profil plus bas. Hormis les donations de la diaspora albanaise, une partie de ses fonds provient d'agences gouvernementales américaines<sup>33</sup>. Et si la question kosovare figure à l'agenda, NAAC entend également se faire le porte-parole des hommes d'affaires désireux d'investir dans les Balkans et œuvrer au développement des échanges commerciaux entre les aires albanophones d'Europe du Sud-Est et les États-Unis. Enfin, au sein de la communauté albanaise des États-Unis, NAAC entreprend dès sa création de rallier ceux qui pouvaient incarner une trajectoire de réussite sociale et professionnelle en Amérique – avocats, banquiers et hommes d'affaires. Jusqu'au printemps 1999, l'organisation, reste cependant peu visible dans la diaspora.

En marge de l'AACL et de NAAC, un troisième protagoniste s'emploie depuis le début des années 1990 à gagner les cœurs des membres de la communauté albanaise - la Ligue démocratique du Kosovo (LDK, *Lidhja Demokratike e Kosovës*). Elle a ouvert un bureau aux États-Unis (à New York) dès le 3 mars 1990, que dirige Rustem Ibraj, ancien étudiant à l'université de Pristina venu en Amérique à la fin des années 1980. De 1990 à 1998, il assure la collecte des 3 % et la promotion des questions albanaises dans les media et l'élite politique américains<sup>34</sup>. Mais, contrairement à l'AACL de J. DioGuardi, la LDK ne dispose pas de relais à Washington ; il loue donc les services d'agences de relations publiques : en 1995, quatre groupes de pression sont enregistrés par la Commission fédérale électorale (FEC, *Federal Election Commission*) au titre de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers (FARA, *Foreign Agents Registration Act*) comme défenseurs des intérêts du Kosovo<sup>35</sup>. Ces agences sont chargées de coordonner les réunions avec les membres du Congrès, la presse américaine, les think tanks basés à Washington et le Département d'État. Par

de la Grèce). En représentant les intérêts politiques de 400 000 Albano-américains au gouvernement des États-Unis, la Ligue civique cherche à mettre fin à la répression et à l'oppression des Albanais qui vivent sous les régimes communistes slaves hostiles dans les Balkans et à préserver la culture, l'identité et les droits de l'Homme des Albanais dans le monde entier [souligné par l'auteur] ". Voir <http://aACL.com/about2.shtml2.htm>

<sup>33</sup> À partir de 2000, NAAC a par ailleurs invité plusieurs personnalités officielles américaines à rejoindre son conseil d'administration – à l'instar des membres du Congrès Eliot Engel et Sue Kelly, de l'Ambassadeur William Ryerson et de l'Ambassadeur William Walker.

<sup>34</sup> Il fut plus tard remplacé par Ramazan Bekteshi au poste de coordinateur de la LDK pour l'Amérique du Nord. Marjan Cubi est actuellement secrétaire du bureau du LDK à New York et Naim Dedushaj, chef du bureau politique du LDK. Tous deux sont membres de la LDK aux États-Unis depuis son établissement.

<sup>35</sup> Ces agences de relations publiques étaient Ruder Finn, Inc. (235 300 dollars sur une période de 12 mois, jusqu'au 30 novembre 1995) ; Arnold and Porter (2 616 dollars sur six mois, jusqu'au 4 juin 1995) ; Shafiq Nuri pour American Trade & Investments (somme inconnue) et Bardhyl Tirana (868 dollars pendant 12 mois, jusqu'au 31 octobre 1995). R.Finn avait précédemment travaillé pour les courants nationalistes de la diaspora croate aux États-Unis, ainsi que défendu les intérêts des Bosniaques. Ruder Finn a travaillé pour le gouvernement d'Ibrahim Rugova entre 1992 et 1997. Pour plus de détails, voir Geman (Ben), "Diplomacy for Hire", *Boston Phoenix*, 01/06/99.

comparaison avec les offensives médiatiques déployées par des États voisins comme la Croatie par exemple, le budget alloué à ce travail d'image par la LDK reste néanmoins modeste<sup>36</sup>.

Le bilan de cette décennie de mobilisation – avant l'éclatement de la guérilla au Kosovo – est nuancé : depuis les années 1970, la communauté alban-américaine a connu une augmentation numérique constante. Si la majorité des nouveaux arrivants est de milieu modeste, certains exilés arrivent aux États-Unis résolus à influencer les évolutions politiques dans leur terre d'origine. Dans le sillage de l'éclatement de la Yougoslavie, ils entreprennent une variété d'actions qui vont de la création de media en langue albanaise au lobbying politique et acquièrent peu à peu une certaine expérience, notamment par l'intermédiaire de l'AACL, de la LDK et de NAAC. La crise de 1998-1999 n'en constitue pas moins un défi important pour la communauté alban-américaine. Elle met tout d'abord à l'épreuve son unité – en invitant à reconsidérer les lignes de différenciation internes. Elle représente en second lieu un test de volonté et d'engagement, au moment où doivent être accueillis sur le territoire américain quelque 15 000 réfugiés du Kosovo. Elle est enfin et surtout un test d'influence, alors que l'audience progressivement gagnée par l'UÇK dans la diaspora dès 1998 fait craindre des affrontements avec la prestigieuse LDK. Complémentaires, AACL, NAAC et la LDK – et bientôt l'UÇK – sont également rivaux dans la collecte des fonds, comme l'appréciation des réponses " justes " à la crise balkanique.

## LA COMMUNAUTÉ ALBANO-AMÉRICAINNE FACE AU CONFLIT AU KOSOVO : UN RALLIEMENT PROGRESSIF À LA GUÉRILLA

L'émergence d'une guérilla armée ne pouvait manquer d'induire de profondes recompositions au sein de la communauté alban-américaine tant au niveau des dynamiques identitaires, des formes et modalités d'action communautaires que de la hiérarchie entre les organisations existantes. L'une des incidences les plus immédiates est sans doute la confirmation du changement

<sup>36</sup> En 1995, le gouvernement croate aurait dépensé quelque 713 150 dollars en frais d'agences de relations publiques américaines. Voir le site officiel de FARA : <http://www.usdoj.gov/criminal/fara/indextxt.html> et *O'Dwyer Washington Report*, un bi-hebdomadaire publiant des données compilées à partir des dossiers mensuels du United States Senate Foreign Agent Registration Act : [http://www.odwyerpr.com/washington\\_report/](http://www.odwyerpr.com/washington_report/). Au cours de la décennie, les représentants de la communauté alban-américaine ont eu un recours croissant aux agences de relations publiques. Plusieurs autres furent ainsi engagées en 1999, dont le *Washington International Group* (WIG), dirigé par l'ancien responsable du Bureau "Balkans" du département d'État américain, Marshall Harris. M.Harris a notamment servi de conseiller aux négociateurs albanais lors des entretiens de Rambouillet en 1999. Selon le rapport bi-annuel de FARA dans la moitié de 1999,

de génération – précédemment esquissé – dans le leadership de la communauté. Jusqu'au début des années 1920, le thème dominant au sein de la diaspora a été la question nationale comprise comme lutte pour la création d'un État albanais indépendant. La période de l'après-1945 a, elle, été dominée par l'affrontement idéologique entre communistes et anti-communistes. À la faveur de ce réalignement, la question de l'unification des terres albanaises dans un même cadre étatique s'est trouvée reléguée au second plan. En rendant obsolète la mobilisation autour de l'anti-communisme, la chute du régime Hoxha et la disparition de la Yougoslavie titiste ont pour effet de priver de "cause" mobilisatrice une partie des anciens notables – ceux de la région de Boston – de la communauté albano-américaine. Certains parviennent à étendre leur action à la question du Kosovo; d'autres se désengagent progressivement. Le projet de "grande Albanie" ne peut fournir de cause de substitution, car un tel projet supposerait une lecture unique de l'appartenance nationale albanaise qui fait défaut. Par-delà les discours sur la solidarité albanaise, les allégeances demeurent souvent "régionales" et "micro-communautaires".

Dans ces conditions, le passage d'une résistance passive à une lutte armée au Kosovo a des effets complexes. Face aux images de la répression serbe et des violences infligées aux Albanais du Kosovo, la distinction entre immigrations albanaise et kosovare tend à s'effacer; la brutalité de la politique de Milošević facilite la reconnexion entre les divers segments de la diaspora. Les relais de l'UÇK aux États-Unis ne sont d'ailleurs pas tous originaires du Kosovo. Si le chef du bureau du *Homeland Calling* à New York, Shefki Maxhuni<sup>37</sup>, est un immigré kosovar de première génération, le secrétaire est originaire de Tirana. De même, au moins deux des huit membres du bureau du *Provisional Government of Kosova* établi en mars 1999 pour représenter Hashim Thaçi, sont albanais; le porte-parole, Shinasi Rama, étudiant à l'université de Columbia, s'était déjà fait connaître comme leader des manifestations étudiantes à Tirana en 1990.

Pour autant, l'adhésion à la lutte armée n'est pas automatique, car l'émergence de l'Armée de libération nationale du Kosovo (*Ushtria Çlirimtare e Kosovës*, UÇK) est évaluée différemment en fonction des affiliations politiques des uns et des autres. Proche du président Sali Berisha, au nom de la solidarité anti-communiste, *Vatra*, reste ainsi favorable à la LDK de Rugova jusqu'au début de 1999. Ce n'est que lorsque le président albanais décide de laisser la guérilla éta-

WIG aurait reçu 151 720 dollars pour ses services. Notons que le nom de Global Communicators (GC) n'apparaît pas dans les rapports de FARA de 1999 et de 2000. Pourtant, sur le site Internet de GC, la "République du Kosovo" est citée comme un des clients de l'agence. GC aurait été engagé pour "encourager l'indépendance de l'ex-Yougoslavie". Voir : <http://www.usdoj.gov/criminal/fara/fara1st99/COUNTRY/KOSOVA.HTM> <http://www.globalcommunicators.com/ccp.html>

<sup>37</sup> S. Maxhuni, responsable de la supervision des fonds de l'UÇK, a également contribué au financement du Gouvernement provisoire du Kosovo ouvert à New York après l'échec des négociations de Rambouillet, en mars 1999.

blir des camps d'entraînement dans le nord de l'Albanie que l'organisation bosnienne nuance son jugement. Du point de vue de NAAC, également, le soutien aux rebelles ne va pas de soi. Certains de ses membres, proches de *Vatra*, désapprouvent les relations étroites entre l'UÇK et le Mouvement populaire du Kosovo (LPK, *Levizja Populllore e Kosovës*) basé en Suisse, au profil marxiste-léniniste. Les rumeurs de coopération entre le Parti socialiste albanais et l'UÇK ne facilitent pas davantage la communication. Si l'AACL prend très tôt le parti de l'UÇK – au risque de voir ses relations avec la LDK et NAAC se tendre –, la plupart des organisations communautaires anti-communistes demeurent réservées jusqu'à l'intervention de l'OTAN en mars 1999.

Parmi les citoyens d'ascendance albanéo-américaine, le ralliement s'esquisse au lendemain du massacre de la Drenica, en février 1998. La collecte de fonds pour la lutte armée avait certes commencé dès 1997, notamment grâce à Florin Krasniqi, ancien professeur kosovar vivant à Brooklyn<sup>38</sup>. Mais jusqu'alors, la majorité des Albano-américains était restée fidèle à la LDK. À partir de mars 1998, en revanche, les contributions individuelles au bureau américain du *Homeland Calling* connaissent une augmentation régulière<sup>39</sup>. Beaucoup sont déçus par les résultats d'une décennie de résistance passive et commencent à croire qu'il n'existe aucune alternative à l'affrontement armé. Quelle autre leçon tirer des Accords de Dayton (novembre 1995) ? Le représentant du LDK à New York et en Nouvelle-Angleterre lui-même finit par s'en convaincre et souhaite que la LDK et l'UÇK unissent leurs forces<sup>40</sup>. Son basculement en faveur de l'Armée de libération nationale – fortement contesté dans certains secteurs de la LDK – va permettre à cette dernière de mobiliser un réseau de contacts et de donateurs précieux<sup>41</sup>. Début 1999 – au lendemain du massacre de Raçak –, les Albano-américains ont pris fait et cause pour la guérilla.

Il reste néanmoins difficile de déterminer le montant exact des fonds apportés par la diaspora albanéo-américaine à l'UÇK. D'importants financements

<sup>38</sup> Sur Florin Krasniqi, voir "Albanian-Americans Help Fund the KLA", *AFP*, 20/02/99 ; Sullivan (Stacy), "From Brooklyn to Kosovo, with Love and AK-47's", *New York Times*, 22/11/98 et Sullivan (Stacy), "Albanian Americans Funding Rebels' Cause", *Washington Post*, 26/05/98 ; Ruppe (David), "Albanian Americans Fund the Kosova Guerillas", *ABCNEWS.com*, 30/04/99.

<sup>39</sup> L'un des comptes en banque du fonds était basé à la People's Bank de Stamford. Le fonds a été renommé à la fin de l'intervention occidentale au Kosovo en Fonds pour le Kosovo (*Fundi e Kosovës*).

<sup>40</sup> Interview avec Rustem Ibraj, New York, 18 avril 2001.

<sup>41</sup> Aux États-Unis, il n'est pas illégal de collecter de l'argent pour des groupes armés étrangers tant qu'ils ne figurent pas sur la liste des organisations terroristes du département d'État. En revanche, passer des armes en contrebande au Kosovo était en 1998 et en 1999 interdit, puisque la province faisait toujours officiellement partie de la Yougoslavie et qu'elle était sous embargo onusien depuis 1992. Le 23 septembre 1998, une nouvelle résolution de l'ONU a été adoptée demandant "aux États d'employer tous les moyens compatibles avec leur législation domestique et avec le droit international pour empêcher les fonds collectés sur leur territoire d'être utilisés en contravention de la résolution 1160". Pour plus de détails, voir : <http://www.un.org/News/oss/fy.htm>

sont envoyés en Europe à travers une variété de canaux, pas tous – loin de là – centralisés par l'UÇK. En mai 1998, un membre de la famille Krasniqi, interviewé par la journaliste américaine Stacy Sullivan, déclare être parvenu à cette date à collecter 3 à 4 millions de dollars<sup>42</sup>. Dans la seule ville de New York, les événements – dîners, concerts, etc. – de *fund raising* se succèdent à un rythme soutenu, avec un bénéfice estimé entre 30 000 et 50 000 dollars par soirée. Mais de là à fournir une image plus exhaustive<sup>43</sup>... L'un des problèmes réside dans le fait que les sources dont on dispose – proches de l'UÇK ou des Serbes – ont toutes intérêt à gonfler les statistiques, les premières, pour suggérer la force de la solidarité communautaire, les secondes pour diaboliser un " lobby albanais tout puissant ". La part prêtée au crime organisé dans le soutien financier à l'Armée de libération nationale reste également sujette à caution : il est en effet difficile de démontrer l'existence de liens entre le crime albanais aux États-Unis et l'UÇK, et encore plus délicat d'évaluer les moyens ainsi dégagés<sup>44</sup>.

## LE SOUTIEN À L'INTERVENTION DE L'OTAN AU KOSOVO : PORTÉE ET LIMITES D'UNE MOBILISATION

Avec l'intervention occidentale au Kosovo, déclenchée le 24 mars 1999 suite à l'échec du deuxième round de pourparlers à Rambouillet (15-18 mars 1999), la mobilisation communautaire s'intensifie. Les initiatives portent principalement sur l'assistance aux réfugiés, les efforts de lobbying en faveur du déploiement de forces terrestres au Kosovo et la contribution à l'effort militaire.

Le premier effet – visible et dramatique – de l'offensive militaire lancée par l'Alliance atlantique est d'encourager les autorités serbes à accélérer les déplacements de population au Kosovo et à provoquer l'expulsion de centaines

<sup>42</sup> Voir **Sullivan (Stacy)**, " Albanian American Funding Rebel's Cause ", art.cit.

<sup>43</sup> Selon l'un des vétérans de la Brigade atlantique, Uk Lushi, environ 3 millions de dollars auraient été collectés pour assurer la mise sur pied d'une brigade albanais-américaine de quelque deux cents hommes ayant participé aux combats au Kosovo en mai-juin 1999. Voir **Lushi (Uk)**, *New York-Prishtine-New York Batalioni Atlantiku. Shënime Luftë dhe Paqeje*, Pristina : Rilindja, mars 2001, pp. 132-133.

<sup>44</sup> En ce qui concerne les liens supposés entre le crime organisé et l'UCK voir **Ruscica (Roberto)**, " Albanian Mafia, This Is How It Helps The Kosovo Guerrilla Fighters ", *Corriere della Sera*, 15/10/98 ; **Chossudovsky (Michel)**, " Kosovo Freedom Fighters Financed by Organised Crime ", 07/04/99 (sur Internet à l'adresse : <http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/chossudovsky/#balkans>) ; **Boyes (Roger), Wright (Eske)**, " Drugs Money Linked to the Kosovo Rebels ", *The Times*, 24/03/99. L'avis de Tim Judah est plus nuancé : " Toutes sortes d'accusations ont été portées contre le KLA ; elles comprennent la contrebande de drogues et, récemment, l'exécution d'adversaires et de dissidents politiques. Il est certain que le KLA a reçu de l'argent de la mafia kosovare, mais cela ne signifie pas que l'UCK, en lui-même, soit une organisation narco-traficante ". Voir **Judah (Tim)**, " Kosovo : Peace Now ", *The New York Review of Books*, 12/08/99.



de milliers d'Albanais. En l'espace de quelques semaines, environ 800 000 Albanais fuient, principalement en direction de la Macédoine et de l'Albanie. S'ensuit une crise des réfugiés dont nul n'avait anticipé l'ampleur. Devant cet enjeu humanitaire et politique, l'Administration Clinton hésite un temps : après avoir caressé l'idée de placer les réfugiés kosovars sur la base militaire américaine de Guantanamo Bay à Cuba – une initiative très critiquée au Congrès comme par les organisations des droits de l'homme –, elle décide finalement le 21 avril 1999 d'en accueillir jusqu'à 20 000 sur son territoire. Dans la communauté albano-américaine, les réactions initiales à l'annonce des bombardements ont été largement positives<sup>45</sup>. Mais au fur et à mesure qu'arrivent les informations sur les expulsions en masse, les représentants de la diaspora albanaise s'alarment. Le plan pour les réfugiés de l'Administration leur fait craindre une reconnaissance, de fait, de la politique de Milošević<sup>46</sup>.

L'arrivée des premiers contingents aura raison des dernières hésitations : les Kosovars transportés depuis la Macédoine sont répartis entre cinq centres urbains à forte présence albanaise : New York, Boston, Detroit, Chicago et Newark<sup>47</sup>. Priorité est donnée aux Albanais ayant une famille aux États-Unis<sup>48</sup>. Très vite, la solidarité s'organise sur la base des réseaux familiaux et des Églises. Des sites Internet et un numéro vert sont établis pour aider à localiser des proches en Europe et aux États-Unis<sup>49</sup>. L'*Albanian Orthodox Archdiocese in America* créé un fonds pour le Kosovo (*Kosovo Relief fund*) et offre des vêtements, de l'aide au logement, ainsi qu'un soutien psychologique. De concert avec la *New England Albanian Relief Organization* (NEARO), elle expédie nourriture, médicaments et vêtements dans les camps improvisés en Albanie. Des initiatives similaires sont entreprises par les catholiques (une communauté moins influente) et les musulmans albanais. Dans ce climat d'effervescence rapporté avec soin par les media américains, chaque leader communautaire, chaque responsable d'organisation caritative orthodoxe ou catholique souli-

<sup>45</sup> Voir, entre autres, **Grunwald (Michael)**, " Praying for Safety of Military; Albanian Americans Grateful for Strikes ", *Washington Post*, 26/03/99.

<sup>46</sup> Voir **Harden (Blaine)**, " Crisis in the Balkans. Immigrants. Kosovars Relocated to US Would be Eligible to Remain ", *The New York Times*, 23/04/99.

<sup>47</sup>Au total, seuls 15 825 Kosovars prévus furent admis aux États-Unis. Environ 100 millions de dollars ont été débloqués pour financer l'accueil des réfugiés. Voir *Emergency Supplemental Appropriations Act*, " Making emergency supplemental appropriations for the fiscal year ending September 30, 1999 and for other purposes ".

<sup>48</sup> La première vague de réfugiés est arrivé à Fort Dix (New Jersey) le 5 mai 1999. Un centre provisoire d'accueil et d'hébergement y avait été ouvert. 4 050 réfugiés ont transité par Fort Dix en tout. Le camp a été fermé le 16 juillet 2001.

<sup>49</sup> L'un d'eux fut créé par un ingénieur en informatique albanais résidant à Cambridge. Pour plus d'informations, voir **Hayward (Ed)**, " Kosovo Crisis – Cambridge-Web Site Creator Hopes to Reunite Kosovo Kin ", *The Boston Herald*, 13/04/99. Le site <http://www.alb-net.com> fournissait aussi des informations sur le conflit et les réfugiés.

gne à l'envi le fait que la foi musulmane de la majorité des réfugiés n'a aucune incidence sur le traitement qui leur est accordé. L'accent est mis sur l'unité albanaise, une unité également valorisée lors des rassemblements organisés à Washington pour influencer la gestion de la crise par le gouvernement américain.

Il s'agit en l'occurrence de soutenir la poursuite des bombardements jusqu'à ce que des résultats tangibles soient atteints, d'inciter le gouvernement à armer l'UÇK et, le cas échéant, à envoyer des troupes au sol. Les manifestations commencent peu après le début de l'offensive<sup>50</sup> : à New York, le 30 mars, environ 3 000 Albano-américains réclament l'envoi de forces terrestres à l'initiative de J. DiGuardi. Deux jours plus tard, le 1<sup>er</sup> avril 1999, quelque 500 Albano-américains leur font écho à Chicago<sup>51</sup>. Des mobilisations similaires se tiennent à Detroit, Los Angeles et Washington. Elles sont organisées tour à tour par l'ACL et par NAAC – cette dernière ne soulevant pas publiquement la question de l'indépendance, prioritaire pour l'ACL – et s'emploient à épouser l'agenda du Congrès.

L'importance tactique de cette présence dans les rues gagne au fil des semaines, alors qu'apparaissent les premières critiques sur la stratégie militaire retenue. Certains représentants dénoncent le risque d'une guerre d'usure, d'autres s'inquiètent de voir les prérogatives du pouvoir législatif rognées. Et si l'opinion publique reste favorable à l'intervention<sup>52</sup>, les mouvements pacifistes se mobilisent. Fin avril, deux résolutions (H.J. RES. 44 et S.CON. RES. 21) en faveur d'une déclaration de guerre et d'un soutien explicite à la poursuite des bombardements sont rejetées. Espérant influencer l'issue des scrutins, l'ACL avait pourtant rassemblé environ 1 000 personnes – en présence du représentant Tom Lantos (D-Calif.) et du sénateur Joseph Lieberman (D-Conn.) – le 28 avril, pour une marche du Capitole jusqu'à la Maison blanche<sup>53</sup>. Quelques jours plus tard, le Sénat entérine également une résolution qui aurait donné au

<sup>50</sup> Les protestations organisées par la communauté serbo-américaine à Washington, dans le Michigan et en Californie ont été de taille plus modeste. Le 5 juin 1999, cependant, environ 30 000 personnes – des pacifistes pour l'essentiel – ont défilé devant le Pentagone pour protester contre l'intervention. Voir : <http://www.truthinmedia.org/Kosovo/War/day74.html>

<sup>51</sup> Voir Jackson (B.), "500 Attend Rally, Call for Ground Troops", *Chicago Sun-Times*, 01/04/99.

<sup>52</sup> D'après une enquête réalisée auprès de 1 014 personnes entre le 30 avril et le 2 mai, 58 % des Américains étaient favorables à "des attaques aériennes et missiles de l'OTAN contre les cibles militaires serbes en Yougoslavie". Seulement 36 % des interviewés se sont déclarés opposés aux bombardements. Une majorité (67 %) soutenait aussi le principe de troupes au sol, dans le cadre d'une opération de maintien de la paix après la guerre. Quant à déterminer qui devrait "avoir l'autorité ultime pour décider si les États-Unis devraient continuer les bombardements actuels en Yougoslavie – Le Congrès ou le Président Clinton", la plupart préféraient la première option (60 % contre 34 %). Voir **Holland (Keating)**, "Poll : Congress Should Have Authority over US Involvement in Kosovo", *CNN*, 03/05/99.

<sup>53</sup> Voir **Wheeler (Linda)**, "Marchers Strut Support for Independent Kosovo", *The Washington Post*, 28/04/99.

président Clinton “ tous les moyens nécessaires ” à la conduite des opérations au Kosovo (S.J. RES. 20 - *A joint resolution concerning the deployment of the United States Armed Forces to the Kosovo region in Yugoslavia*).

En coulisse, les représentants de la communauté albanéo-américaines s'entretiennent avec Sandy Berger, *National Security Council Advisor*, Jim Steinberg, *Deputy National Security Advisor*, ainsi que des responsables du Département d'État et de l'état-major<sup>54</sup>. Mais, vus depuis Washington, les messages albanais semblent parfois confus. En ce mois de mars 1999, l'Administration Clinton peine encore à identifier les interlocuteurs pertinents – comprendre : qui disposent de connexions au sein de l'UÇK –. Ce n'est qu'à l'issue des premières négociations de Rambouillet (6-23 février 1999), après le refus de la délégation albanaise de signer les accords de paix, qu'elle s'est rendu compte qu'elle ne disposait pas d'une cartographie fine des rapports de force au sein de l'Armée de libération nationale. Entre les deux tours de négociations, Washington a dépêché en toute hâte l'ancien sénateur Robert Dole et Jim O'Brien, du Département d'État pour convaincre les négociateurs albanais de revenir sur leur décision. Au même moment, aux États-Unis, Jim Steinberg s'entretenait avec les huit membres de conseil d'administration de NAAC pour leur demander d'user de leur influence – à l'époque fort modeste – sur les dirigeants de la guérilla<sup>55</sup> et les responsables de l'UÇK ont été invités à Washington pour une prise de contact plus directe<sup>56</sup>.

Dans une certaine mesure, la création fin mars 1999 du *Provisional Government of Kosovo – Delegation to the United States*<sup>57</sup>, financé par le *Homeland Calling* et jouissant de la confiance de Hashim Thaçi, clarifie la situation d'autant qu'à partir du mois d'avril, le *Provisional Government* s'emploie à centraliser les activités de lobbying de la diaspora – réunions avec les media, les *think tanks* américains, des représentants de l'Administration Clinton, etc. L'entreprise n'est toutefois pas entièrement couronnée de succès, dans la mesure où persistent des rivalités avec les organisations plus anciennes que sont l'AACL, *Vatra* ou NAAC.

Néanmoins, c'est bien au *Provisional Government* que l'on doit l'une des initiatives albanéo-américaines les plus médiatisées – à savoir la constitution de la Brigade atlantique (*Batalion Atlantiku*), un groupe d'environ 200 Albano-

<sup>54</sup> L'une de ces réunions, par exemple, a eu lieu à la Maison Blanche le 31 mars, avec des représentants de NAAC et en présence du Président Clinton. Voir <http://www.naac.org/pr/1999/04-01-99.html>

<sup>55</sup> Quelques membres de NAAC sont, dans ce contexte, allés s'entretenir avec les membres de la délégation albanaise à Rambouillet.

<sup>56</sup> Pour plus de détails, voir **Perlez (Jane)**, “ US Starts Push to Salvage Kosovo Talks ”, *New York Times*, 05/03/99.

<sup>57</sup> Le Gouvernement provisoire du Kosovo aux États-Unis a officiellement fermé ses portes le 31 décembre 1999.

américains partis se battre au Kosovo. L'idée en reviendrait à Shinasi Rama, porte-parole du *Provisional Government* et membre de la délégation albanaise à Rambouillet et à Dino Asanaj, directeur du *Provisional Government*, assistés dans la sélection des volontaires par Gani Shehu, un ancien officier de l'armée yougoslave. Le 12 avril 1999, environ 400 Albanais se rassemblent devant le Royal Regency Hotel à Yonkers en présence de journalistes de la presse new yorkaise et nationale, prévenus au préalable. La plupart des recrues, de jeunes adolescents souvent de deuxième génération, n'ont jamais visité le pays de leurs parents et leur maîtrise de l'albanais est incertaine<sup>58</sup>. Rares sont ceux qui ont une expérience militaire.

Sur les 400 volontaires, environ la moitié recevront finalement un entraînement militaire au nord de l'Albanie<sup>59</sup>. Fin mai, la plupart y sont encore – peut-être en raison des dissensions entre l'UÇK et les FARK, proches de la LDK d'Ibrahim Rugova ; peut-être aussi, parce que les responsables de la guérilla albanaise hésitent à envoyer des recrues américaines à une mort presque certaine. Deux semaines plus tard, S. Milošević capitule. Si le combat au Kosovo a donc été relativement limité pour ces soldats venus de la diaspora<sup>60</sup>, la Brigade atlantique a rempli sa mission symbolique en rappelant qu'il est possible de vouloir mourir pour une patrie que l'on n'a jamais vue. On est cependant bien loin, ici, des "milliers" de combattants que certains media se sont plu à évoquer<sup>61</sup>.

<sup>58</sup> Voir **Dobnik (Verena)**, "Albanian-Americans Volunteer to Fight", *The Boston Globe*, 12/04/99 ; "Albanian Nationals in the US Join Fight Against Serbs. Outfitted in store-bought uniforms. Recruits leave to join Kosovo Struggle", *Milwaukee Journal Sentinel*, 12/04/99 ; David Gonzalez, "Albanians Aim to Refresh Tree of Liberty", *The New York Times*, 14/04/99 ; **Rupert (James)**, "Albanians Worldwide Answer Rebels' Call : Thousands Volunteer to Join the Fight", *Washington Post*, 10/05/99.

<sup>59</sup> Le journaliste Bert Roughton offre une estimation modeste "d'environ 80 Américains, dont trois femmes" dans un article publié en mai 1999 sur les Albano-américains entraînés dans un camp du nord de l'Albanie. Le même jour, le journaliste Jonathan Landay évoque "plusieurs centaines" de recrues. Tous les récits s'accordent sur le fait qu'à la mi-mai, la Brigade atlantique recevait toujours des instructions près de la frontière albano-yougoslave. Voir **Roughton (Bert)**, "Americans Joining Kosovo Rebels. From Urban Neighborhood in New York, Detroit and Chicago, Sympathizers are Being Drawn Back to Fight for a Homeland they Never Knew", *The Atlanta Journal-Constitution*, 18/05/99 ; **Jonathan (Landay)**, "From USA to KLA Boot Camp", *The Christian Science Monitor*, 18/05/99.

<sup>60</sup> Le 20 mai, le bataillon participe à l'"Opération Flèche" qui vise à ouvrir un couloir autour du mont Pashtrik et à occuper les deux rives du Beli Drin. Pour plus de détails concernant le rôle militaire de la Brigade, voir **Smith (Jeffrey), Finn (P.)**, "Yankee Rebels Seize Kosovo Watering Hole ; Bar at Grand Hotel, a Serbian Outpost, is Liberated by KLA's Atlantic Brigade", *Washington Post*, 28/06/99 ; **Hajzari (Isuf)**, "Gen. Wesley Clark Receives a Hero's Welcome in New York", 02/07/01 sur Internet à l'adresse : <http://www.alb-net.com/pipermail/albsa-info/2001-August/002092.html> et **Lushi (Uk)**, *op.cit.*

<sup>61</sup> "US Volunteers Join Kosova Rebels", *BBC*, 21/04/99 sur Internet à l'adresse : <http://www.alb-net.com/kcc/042199e.htm#6> (Kosova Crisis Centre).

## LES LEÇONS DU CONFLIT AU KOSOVO

Au regard de ces éléments, comment évaluer l'influence de la communauté albano-américaine sur la gestion de la crise au Kosovo par l'Administration Clinton ? On sait que la réaction initiale du gouvernement américain à la nouvelle de l'émergence de l'UÇK avait été plutôt négative. En février 1998, l'ambassadeur Robert Gelbard, à l'époque représentant spécial du président et du secrétaire d'État pour l'exécution des Accords de paix de Dayton, avait qualifié les membres de la guérilla de "terroristes"<sup>62</sup>, un avis semble-t-il partagé par Christopher Hill, ambassadeur des États-Unis en Macédoine et l'un des architectes des accords de Rambouillet. Un rapport du département d'État, de janvier 1999, rappelait par ailleurs que "l'UÇK harcèle ou enlève tous ceux qui vont à la police. (...) Les représentants de l'UÇK ont menacé de tuer des villageois ou de brûler leurs maisons s'ils n'adhéraient pas à l'UÇK"<sup>63</sup>. Quelle a été la part du travail de lobbying albanais dans le changement d'attitude américain ?

Dans la réponse à cette question, plusieurs paramètres doivent être pris en considération. En premier lieu, on ne saurait oublier que l'élaboration de la politique américaine envers la province sous contrôle serbe a résulté de l'interaction entre des variables externes et domestiques dépassant largement la considération des atteintes aux droits de l'homme au Kosovo. Les interrogations sur l'avenir du leadership américain dans le monde, l'évolution des relations transatlantiques et la définition des intérêts nationaux des États-Unis y ont assurément eu une part significative. La crainte que la crise ne déstabilise le reste de l'Europe du Sud-Est a également influencé la réponse de l'Administration Clinton. L'un de ses objectifs était d'éviter une répétition des erreurs commises en Bosnie, dans un pays où la procrastination avait débouché sur un désastre humanitaire. Cette préoccupation était particulièrement sensible dans la démarche du secrétaire d'État, Madeleine Albright. Sur le plan domestique, la nécessité de réaffirmer le leadership de W. Clinton, en pleine affaire Monica Lewinski, parlait aussi en faveur d'une intervention militaire. En bref, la diaspora albanaise n'aurait jamais pu

<sup>62</sup> Le 23 février 1998, l'envoyé spécial américain, Robert Gelbard, avait déclaré lors d'une conférence de presse à l'hôtel Hyatt Regency à Belgrade : " Nous sommes extrêmement désolés et nous condamnons la violence inacceptable provoquée par les actes des groupes terroristes au Kosovo, notamment par l'UCK. Il s'agit incontestablement d'un groupe terroriste. Je n'accepterai aucune excuse. Ayant travaillé sur des questions d'activités terroristes, je sais très bien comment reconnaître un groupe terroriste, comment le définir à partir de faits concrets " Cité dans *BETA*, 23/02/98, Belgrade.

<sup>63</sup> Cité dans *KDOM Daily Report* (publié par le Bureau des Affaires européennes et canadiennes, le Bureau des Affaires de l'Europe centrale et du sud, le Département d'État des États-Unis), 21/12/98 ; rassemblé par EUR/SCE (202-647-4850) à partir des rapports quotidiens de l'élément américain de la Mission d'Observation diplomatique du Kosovo, 21 décembre 1998.

“convaincre” le gouvernement des États-Unis d’intervenir au Kosovo, si d’autres paramètres n’étaient allés dans le même sens.

Si’il fallait identifier un niveau – au sein du système décisionnel américain – où la diaspora albanaise a pu exercer une certaine influence, ce serait sans doute le Congrès. L’AACL de Joseph DioGuardi a incontestablement favorisé la mise sur agenda de la question du Kosovo dans les années 1990. Mais le rôle du “lobby albanais” en la matière doit être évalué à l’aune des autres mobilisations ethniques (comme celles de la diaspora grecque ou serbe). Pour l’ex-ambassadeur de Yougoslavie, Warren Zimmerman, malgré leur effectif plus élevé – presque un million aux États-Unis –, “les Serbes américains n’avaient pas beaucoup d’influence (...). Ceci était probablement dû au fait qu’ils ne parvenaient pas à s’accorder au sujet de S. Milošević, qui était à la fois communiste et nationaliste”<sup>64</sup>. Une analyse de la contribution des Serbes américains et des Grecs américains à la formulation de la politique balkanique des États-Unis dans les années 1990 reste à conduire<sup>65</sup>.

Ensuite, si la présence d’une dizaine de membres du Congrès sensibles aux questions albanaises a assurément joué en faveur d’une action au Kosovo, elle n’a suffi à garantir le soutien durable du Congrès à l’intervention. L’effet “syndrome du Vietnam” était plus puissant. Si certains vétérans, tel le sénateur John McCain, en ont conclu qu’une guerre bien conduite devait l’être par un pouvoir exécutif doté d’une marge de manœuvre suffisante, d’autres – à l’instar des sénateurs Robert Kerrey (D-NE) et Max Cleland (D-GA) – ont dénoncé les risques d’un nouvel enlèvement<sup>66</sup>. Aux critiques concernant l’imprécision des objectifs de l’Administration Clinton, l’absence de stratégie de sortie et la méconnaissance des pouvoirs réglementaires du Congrès, les supporters d’une intervention au Kosovo ne sont pas parvenus à opposer des arguments suffisamment puissants.

À ce moment-là – fin avril, début mai -, les manifestations albanaises et la très large couverture de l’accueil des réfugiés par la presse américaine ont sans

<sup>64</sup> Cité dans Zimmerman (Warren), “Yugoslavia : 1989-1996”, in Azrael (Jeremy R.), Payin (Emil A.), eds., *U.S. and Russian Policymaking With Respect to the Use of Force*, Santa Monica : CEPRS, 1996.

<sup>65</sup> Une esquisse d’explication peut être trouvée dans Columbus (Frank), “Serbian Americans”, in Columbus (Frank), ed., *Kosovo-Serbia : A Just War?*, Commack, NY : Nova Science, 1999. Tandis qu’aucun Albano-américain ne fut jamais élu au Congrès – J.DioGuardi est arbëresh –, la communauté serbe avait un représentant (Helen Delich Bentley) et un sénateur (George Vinovich). La présence de la diaspora croate à Washington est aussi remarquable. Les membres du Congrès George Radanovich, Dennis Kucinich, John Kasich sont d’origine croate, de même que le candidat au Sénat, Kathy Karpuron, l’assistante spéciale d’Hillary Clinton, Capricia Penavic Marshall, le journaliste sportif de CNN, Jerome Jurenovich, le commentateur politique, Mary Matalin, et le conseiller juridique en matière d’armements et de politique étrangère du sénateur Robert Dole, Mirata Beratta. Pour plus de détails, voir : “Kasich, Razdanovich, Kucinich, the US Senators of Croatian Origin”, *The Zjednicar*, 19/03/97.

<sup>66</sup> Sur les références au Vietnam dans le débat parlementaire sur les bombardements, voir Mitchell (A.), “Crisis in the Balkans – Veterans : Vietnam Experience Unites Senators on Everything Except Kosovo”, *The New York Times*, 23/04/99.

doute aidé à convaincre l'opinion publique américaine que des questions humanitaires étaient en jeu dans la crise au Kosovo. Tout en soulignant la force de l'engagement des représentants de la communauté albanéo-américaine, ces démonstrations de solidarité communautaire ont ainsi indirectement fourni un argument à l'exécutif américain dans son positionnement par rapport au Congrès – le soutien de l'opinion publique à la campagne de bombardements ayant été un des atouts premiers de la Maison blanche face aux parlementaires réticents.

Finalement, une étude plus fine de la politique américaine au Kosovo depuis la fin de l'intervention de 1999 inviterait sans doute à nuancer les appréciations sur la puissance du "lobby albanais". Car les priorités américaines en Europe du Sud-Est ont été revues, avant même l'élection à la présidence de George W. Bush en janvier 2001, et sans que les défenseurs de la "cause albanaise" soient parvenus à s'y opposer. Un an après les bombardements, la plupart des réfugiés étaient rentrés chez eux. Une majorité au Congrès a alors estimé que les États-Unis avaient accompli leur mission et qu'il était temps que l'Union européenne assume ses responsabilités en matière d'aide à la reconstruction. Le désir de réaffirmer l'autorité des législateurs en matière de politique extérieure n'a sans doute pas été non plus étranger à l'adoption, dès mai 2000, par le *Senate Appropriations Committee* (par 23 "voix" "pour") d'une résolution requérant l'approbation du Congrès pour toute décision relative au maintien des forces américaines au Kosovo après juillet 2001...

Aujourd'hui, la question de l'indépendance du Kosovo – une perspective un temps envisagée par les autorités américaines – n'est plus à l'ordre du jour. Même parmi les représentants ayant soutenu l'intervention au Kosovo, rares sont ceux qui seraient aujourd'hui prêts à demander à l'administration Bush de se prononcer sur ce sujet. La chute de S. Milošević en Serbie le 5 octobre 2000, la redéfinition des priorités stratégiques américaines induite par les attentats du 11 septembre 2001 ont créé un climat dans lequel la communauté albanéo-américaine peine à se faire entendre. La perte d'influence de Joseph DiGuardi – jugé trop radical par certains – et le retrait progressif de la vie politique de Robert Dole ont par ailleurs privé les Albanais des États-Unis de deux avocats influents. À l'avenir, pour que la communauté albanéo-américaine puisse espérer influencer l'administration, il lui faudra diversifier son portefeuille de contacts politiques.

À la faveur de la crise au Kosovo, une nouvelle génération de responsables albanéo-américains a acquis une expérience considérable ; reste à déterminer l'usage qui en sera fait. Le 31 décembre 1999, le *Provisional Government of Kosova* a fermé ses portes, tandis que ses principaux animateurs, Dino Asanaj et Shinas Rama se retiraient du jeu politique. Une fois la guerre terminée, la rhétorique des anciens partisans de l'UÇK a perdu de son attrait sur la majorité des immigrants albanais aux États-Unis. À New York, la LDK semble être rede-

venue le parti politique le plus populaire. *Homeland Calling* – renommée *Friends of Kosova Protection Force (Miqte e TMK)* – est toujours dirigée par Shefki Mexhuni, mais ses ressources et son influence ont fortement décliné. Pour les organisations albano-américaines, le temps est venu de redéfinir priorités et moyens d'action. Sous la direction de Richard Lukaj, un jeune financier de 33 ans, ancien *senior managing director* chez Bear Stearns, NAAC semble être la structure qui s'est le mieux adoptée au nouvel environnement. Elle se pose désormais en promoteur des investissements occidentaux en Europe du Sud-Est – en Albanie, au Monténégro et au Kosovo. L'heure est à la reconstruction.